



LETTRE ÉCONOMIQUE DE TUNISIE ET DE LIBYE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE TUNIS

N° 15 – Janvier & Février 2023

Sommaire

➤ LIBYE

- La Libye veut exploiter son potentiel énergétique grâce à un accord NOC/ENI et annonce un plan stratégique pour la NOC
- L'envoyé spécial de l'ONU en Libye, Abdoulaye Bathily, appelle à réformer la banque centrale et à assurer une meilleure gestion des revenus pétroliers
- Géant-Casino, MATIERE et SIDEM poursuivent leurs projets en Libye
- Visite du complexe industriel d'AlSahl à BinQashir en février

➤ TUNISIE

- Le programme de la Tunisie n'est toujours pas inscrit à l'ordre du jour du Conseil d'administration du FMI
- La France est dépassée par l'Italie, qui devient le premier partenaire commercial de la Tunisie, et par la Chine, qui devient son deuxième fournisseur en 2022
- Comité mixte sectoriel sur la décarbonation des activités industrielles, co-organisé par le SER de Tunis et le ministère tunisien de l'Économie le 1^{er} février
- Présentation de la Stratégie de Développement Neutre en Carbone et Résilient aux Changements Climatiques à l'horizon 2050 à l'occasion de la COP

Editorial

Inexorablement, une nouvelle fois, les calendriers glissent : celui des élections en Libye conduisant l'envoyé spécial des Nations unies, M. Bathily, à proposer le 27 février dernier une nouvelle feuille de route pour mettre fin au statu quo, qui arrange beaucoup d'acteurs sur le terrain, mais ne permet pas au pays de retrouver la stabilité politique et institutionnelle nécessaire à son développement ; celui du programme FMI en Tunisie dont la conclusion reste subordonnée à des pré requis demandés par le Fonds et que les autorités tunisiennes se sont engagées à mettre en oeuvre. L'absence de programme FMI, et donc des financements extérieurs qui y sont associés et dont le pays a besoin, accroît les inquiétudes sur la situation financière du pays. La nouvelle dégradation de la note souveraine de la Tunisie par Moody's – Caa2 avec perspectives négatives – en témoigne.

Fanny Labarthe

LIBYE

Actualités sectorielles

- La Libye veut exploiter son potentiel énergétique grâce à un accord NOC/ENI et annonce un plan stratégique pour la NOC

Dans un contexte de stabilité de la production pétrolière (1,2 M de barils par jour) depuis août 2022, en dépit des menaces de blocages liés à la persistance des divisions politiques et sécuritaires ainsi qu'à la situation sociale dans le Sud libyen, la **NOC (National Oil Corporation)** a **annoncé en début d'année la conclusion d'un accord gazier majeur avec ENI et la préparation d'un plan stratégique.**

L'accord entre ENI et la NOC sur le lancement d'un projet gazier offshore au large des côtes libyennes a été signé lors de la visite de la Présidente du conseil Giorgia Meloni le 28 janvier, accompagnée de son ministre des Affaires étrangères, du ministre de l'Intérieur et du PDG d'ENI.

Le projet porté par Fahrat Bengdara, président de la NOC et Claudio Descalzi, PDG de ENI, consiste à lancer les opérations en vue de l'exploitation de deux champs gaziers offshore. L'objectif est de parvenir à une production de 750 M pieds cube de gaz par jour, soit sur un an 7,6 Md de m³, à mettre en parallèle avec la capacité annuelle du gazoduc Greenstream reliant la Libye à la Sicile d'environ 10 Md m³ par an (utilisé aujourd'hui à moins de 30% de sa capacité). Le montant global des investissements devrait s'élever à 8 Md USD dont la moitié devra être assurée par la partie libyenne. La Libye est un partenaire énergétique majeur pour l'Italie. En 2022, la Libye était le deuxième fournisseur de pétrole brut pour l'Italie avec 185 000 b/j en moyenne, soit environ 14% des importations italiennes de brut. La totalité des exportations gazières de la Libye est destinée à l'Italie. Par ailleurs, les flux de produits raffinés importés par la Libye depuis l'Italie sont importants, ils se sont élevés à environ 1,5 Md USD en 2022.

Peu après l'annonce de cet accord critiqué par certains acteurs libyens dont le ministre des hydrocarbures, M. Aoun, le président de la NOC a annoncé le 15 février le début de l'élaboration d'un plan stratégique pour la compagnie nationale. Ce dernier vise à augmenter la production pétrolière pour atteindre les 2 M barils par jour d'ici trois à cinq ans (contre 1,2 M b/j aujourd'hui). L'objectif est également de déployer une stratégie gazière indépendante. Le plan prendra également en compte la nécessité de développer les énergies renouvelables et le renforcement des capacités de la NOC. Sa mise en œuvre sera supervisée par le nouvellement créé *Bureau des Projets Stratégiques*.

- L'envoyé spécial de l'ONU en Libye, Abdoulaye Bathily, appelle à réformer la Banque centrale de Libye et assurer une meilleure gestion des revenus pétroliers

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies (RSSGNU) pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) Abdoulaye Bathily a co-présidé le 20 février 2023 le groupe de travail économique sur la Libye (Economic working group -EWG, issu du processus mis en place après la conférence de Berlin sur la Libye en 2020) aux côtés de l'Égypte, de l'Union Européenne et des États-Unis. A. Bathily a rappelé l'importance du principe de transparence des finances publiques et la nécessité que le peuple libyen puisse faire confiance à ses dirigeants pour gérer les richesses du pays de manière appropriée. **Les coprésidents ont souligné la nécessité pour les institutions souveraines comme la Banque Centrale de Libye (CBL) et la National Oil Corporation (NOC) de rester indépendantes.** Enfin, le chef de mission a déclaré que les prochaines étapes à suivre pour le groupe de travail économique consisteront à **se concentrer sur le soutien aux initiatives libyennes visant à améliorer les mécanismes de gestion et contrôle des revenus, ainsi que sur la promotion de moyens spécifiques pour faire avancer les réformes de la CBL.** Pour rappel la CBL s'était engagée en 2022 dans un plan de réunification progressive conformément à une feuille de route proposée par le cabinet Deloitte, suite à un audit finalisé en juillet 2021

➤ **Géant-Casino, MATIERE et SIDEM poursuivent leurs projets en Libye**

En dépit d'un contexte politique et sécuritaire toujours instable, un certain nombre d'entreprises françaises, dont l'expertise est reconnue et attendue en Libye, continuent d'accompagner leurs partenaires libyens et d'explorer les opportunités futures offertes par ce marché. Le début de l'année 2023 a été marqué par la concrétisation de plusieurs projets d'entreprises françaises :

Le premier hypermarché Géant en Libye a ainsi été inauguré le 18 janvier 2023 à Benghazi en présence des autorités locales. Plus grand hypermarché de la ville, il s'agit d'une première implantation pour le groupe Casino qui table sur le développement d'une dizaine de magasins dans les prochaines années. La présence de Géant à Benghazi permet à de nombreuses références françaises d'être proposées à la population locale.



MATIERE, entreprise spécialisée dans les ouvrages d'art dont le siège est basé à Aurillac, poursuit la construction du premier pont métallique à Benghazi. Les travaux de génie civil ont été lancés par un partenaire privé libyen à qui MATIERE fournit les composants métalliques. Ce pont est le premier d'une longue liste d'ouvrages d'art prévus à Benghazi.



SIDEM (groupe Veolia) a achevé la construction de deux unités de dessalement d'une capacité de 8000 m3 par jour, chacune selon le procédé thermique MED (Multi-Effect Distillation with Thermal Vapour Compression). Ces installations produiront de l'eau industrielle pour les installations de RASCO (filiale de la NOC – National Oil Corporation) à Ras-Lanuf ainsi que de l'eau potable. Les tests de performance ont été réalisés en février 2023 et se sont montrés concluants, à la satisfaction des équipes de SIDEM et de leurs partenaires de RASCO.



Evènement

➤ **Visite du complexe industriel d'AlSahl à BinQashir en février**

Le service économique régional de Tunis a visité en février 2022 le complexe industriel d'AlSahl, situé à BinQashir, au sud de Tripoli. Ce groupe familial, qui emploie 3500 personnes et génère 5000 emplois indirects, concentre son activité sur cinq branches d'activité : l'industrie, l'agro-business, la santé, les biens de consommation et l'immobilier. Il est le premier importateur de céréales, le

troisième distributeur de produits alimentaires et le leader sur les secteurs de la volaille et de la distribution de médicaments en Libye.



AlSahl dispose d'usines très modernes fortement capacitaires, dont la plupart des lignes ont été achevées ces derniers mois. La production journalière s'élève par exemple à 1 million de couches bébé par jour, 3000 parquets de biscuits ou encore 250 tonnes de pâtes. Le groupe prévoit une importante croissance d'activité, la seule région de Tripoli consommant autant de biens de consommation que la Tunisie. AlSahl vise à terme une expansion au-delà de la Libye, qui constitue une porte vers les marchés d'Afrique subsaharienne.

TUNISIE

Actualités économiques

- Le programme de la Tunisie n'est toujours pas inscrit à l'ordre du jour du Conseil d'administration du FMI

Pour rappel, le passage du mécanisme élargi de crédit pour la Tunisie (1,9 Md USD sur 4 ans) au conseil d'administration du FMI, initialement prévu le 19 décembre, a été reporté sans qu'aucune nouvelle date n'ait encore été fixée. Le passage en conseil d'administration du programme reste soumis :

(i) à la concrétisation de mesures préalables, en premier lieu un ajustement des prix des carburants afin d'assurer la réduction des charges de subventions prévue dans la loi de Finance 2023, et l'adoption d'une loi réformant la gouvernance des entreprises publiques, adoptée mais non encore promulguée ;

(ii) à la mobilisation de financements additionnels pour garantir le financement du programme.

L'absence d'adoption d'un programme FMI accroît les préoccupations sur la situation financière du pays. Moody's a abaissé la note souveraine de la Tunisie à Caa2 avec perspective négative le 27 janvier dernier, une décision motivée par l'étroitesse des marges de financement domestique et extérieur pour couvrir les larges besoins budgétaires, l'importance des déficits jumeaux et l'inquiétant profil de la dette pour les années à venir. Le service de la dette progresse en effet rapidement -après être passé de 5 à 10% du PIB entre 2015 et 2022, il devrait encore progresser de 57% cette année pour atteindre 20,7 Md TND soit 6,3 Md EUR dont 2,7 de dette extérieure - et les besoins d'emprunts sont évalués en loi de finances à 24,4 Md TND (7,3 Md EUR), dont 4,5 Md EUR d'emprunts extérieurs, en grande partie tributaires de l'adoption d'un programme FMI.

Face aux restrictions d'accès aux financements extérieurs, le recours au marché domestique risque d'atteindre ses limites : outre la perte de rentabilité

réelle et donc d'attractivité de la dette publique dans un contexte plus inflationniste, l'accroissement de l'exposition souveraine des banques domestiques risque de limiter leur appétit. Cette exposition a ainsi également conduit Moody's à dégrader la notation des dépôts à long terme de 4 banques tunisiennes à Caa2. L'agence S&P quant à elle évalue l'exposition des banques au risque souverain à 83% de leurs capitaux propres et un défaut risquerait selon elle de coûter entre 4,1 et 7,6 Md USD au système bancaire tunisien, soit 8 à 18% du PIB.

Les réserves de changes se sont quant à elle stabilisées à environ 95 jours d'importation depuis le début de l'année, mais à un niveau nettement inférieur à celui d'il y a un an (128 jours), alors que le déficit courant s'est fortement creusé et aurait atteint environ 9% du PIB en 2022 contre 5,4% en 2021.

- L'Italie devient le premier partenaire commercial de la Tunisie

Selon l'Institut National de la Statistique, l'Italie a détrôné la France pour devenir le premier partenaire commercial de la Tunisie en volume d'échanges en 2022 (21,66 Mds TND contre 21,07 Mds TND). Derrière l'Italie puis la France figurent l'Allemagne, la Chine et la Turquie. En outre, la Chine dépasse la France pour devenir le deuxième fournisseur de la Tunisie (8,67 Mds TND contre 8,32 Mds TND), derrière l'Italie (11,98 Mds TND), en première position depuis 2017. **La France constitue toutefois toujours le premier marché d'exportation pour la Tunisie** (12,75 Mds TND soit 22% des exportations tunisiennes). De nouveaux partenaires pour la Tunisie semblent par ailleurs émerger, avec une évolution du volume de commerce important en 2022 pour les Emirats arabes unis (+ 107%), l'Algérie (+ 107%), la Russie (+ 84%), l'Arabie Saoudite (+ 57%) ou encore l'Inde (+ 56%).

- Présentation de la Stratégie de Développement Neutre en Carbone et Résilient aux Changements Climatiques à l'horizon 2050 à l'occasion de la COP27

Cette stratégie définit la trajectoire de réduction des GES dans les secteurs de l'énergie, des procédés industriels^[1],

^[1] En Tunisie, 4 secteurs sont sources de GES : le secteur cimentier (70% des émissions de GES des procédés industriels),

les industries de la céramique (14% des émissions de GES des procédés industriels), les gaz fluorés (6% des émissions de GES

de l'AFAT (Agriculture, Forêt et Autres Utilisations des Terres) et des déchets. La mise en œuvre de la stratégie nationale bas-carbone en Tunisie doit permettre de réduire de plus d'1 Md de tonnes de CO₂ d'émissions cumulées sur la période 2021-2050, dont la majeure partie proviendrait du secteur de l'énergie. Concernant le secteur des procédés industriels, l'impact cumulé des mesures d'atténuation proposées dans le cadre de la SNBC s'élèverait à environ 108 MtéCO₂ sur la période 2021-2050, soit 10% de l'effort national cumulé et serait principalement généré par les programmes relatifs au secteur cimentier.



Evènement

➤ Comité mixte sectoriel sur la décarbonation le 1^{er} février 2023

Acté lors du déplacement du Président Macron en janvier 2018, le comité mixte sectoriel tuniso-français est un cadre de concertation et de dialogue entre acteurs publics et privés tunisiens et français sur les sujets économiques en vue de faciliter et stimuler les échanges et investissements bilatéraux. **La quatrième édition s'est tenue le 1^{er} février 2023 sur le thème de la décarbonation de l'économie** et a permis d'échanger sur (i) les stratégies nationales de transition vers une économie bas carbone, (ii) les stratégies nationales de décarbonation industrielle et le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) européen, (iii) les mécanismes mis en place dans les secteurs des industries chimiques et extractives, textile et aéronautique et (iv) les enjeux de financement.

des procédés industriels) et l'acide nitrique (5% des émissions de GES des procédés industriels).

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) proviennent de secteur différent en Tunisie et en France. Emettant près de 48 millions de tonnes équivalent CO₂ (M teq CO₂), la contribution de la Tunisie aux GES mondiales est très faible, de l'ordre de 0,07%. L'énergie est le premier secteur d'émission (58%) en Tunisie, suivi par l'agriculture (22%) et les activités industrielles (12%, dont 78% proviennent des activités de cimenterie). A contrario, la répartition sectorielle des émissions de GES en France diffère. En effet, le secteur des transports concentre près de 30% des GES (dont 68% pour les voitures), suivi par les activités agricoles (19%) et industrielles (19%) et le secteur du bâtiment (18%). Quant aux émissions brutes de GES, celles-ci s'élèvent à environ 290 M teq CO₂, soit 4,2 tonnes par habitant contre 3,9 tonnes par habitant en Tunisie.



La France et la Tunisie partagent l'ambition de diminuer leurs émissions de GES de 45% à horizon 2030 ce qui suppose d'accroître les investissements publics. La Tunisie fait partie des 57 pays dans le monde

à avoir soumis une stratégie pour atteindre la neutralité carbone à horizon 2050. Cette stratégie repose sur quatre piliers : (i) une meilleure intégration des innovations technologiques dans le processus productif, (ii) une accélération de la transition énergétique, (iii) une meilleure sécurité alimentaire et une préservation du capital national et (iv) un renforcement de l'économie circulaire, notamment dans le secteur des déchets. Alors que la Tunisie ambitionne de diminuer ses émissions de GES de 45% à horizon 2030, près de 40% de cet objectif est conditionné à l'apport de financement étranger pour soutenir le développement des énergies renouvelables (EnR). En effet la réduction des émissions de GES passe par une part accrue des EnR dans le mix énergétique [35% prévu en 2030 contre 3% aujourd'hui]. La France a mis en place sa première Stratégie nationale bas carbone en 2015, une troisième sera élaborée en 2025. L'objectif est également de réduire les émissions de GES de 45% à horizon 2030 et d'atteindre la neutralité carbone en 2050. Les moyens déployés pour atteindre ces objectifs devront être accrus dans les années à venir. En effet, l'UE estime que la France devra doubler ses investissements publics (20 Mds EUR par an, contre 9 Mds EUR aujourd'hui) afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050.

CALENDRIER ET INDICATEURS

Calendrier

Libye :

- Du 5 au 8 mars : Salon Libya Food à Tripoli ;
- Du 28 au 29 mai : Rencontres Sécurité civile Libye à Tripoli, organisées par Business France ;

Tunisie :

- Du 10 au 14 avril : Rencontres d'affaires Industrie Agroalimentaire Algérie – Tunis, en digital, organisées par Business France ;
- Du 30 au 31 mai : Rencontres Sécurité civile Tunisie à Tunis, organisées par Business France ;

France :

- 9 mars : Séminaire Transition Énergétique France – Tunisie à Paris, organisé par Business France ;
- 22 mars : Assemblée générale de la Chambre de commerce franco-libyenne à Paris ;
- 23 mai : Rencontres d'affaires France Tunisie 2023 à Paris, organisées par Business France ;
- Du 23 au 25 mai : Invitation d'acheteurs tunisiens au Salon SANTEXPO à Paris ;
- 22 juin : Forum Énergie de la Chambre de commerce franco-libyenne, à Paris.

Indicateurs

| Indicateurs | Tunisie | Libye |
|---------------------------------------|--|-----------------------------------|
| Population | 11 803 588 (2022) | 6 850 000 (2022) |
| Croissance du PIB | +2,4% (2022) +1,6% (T4 2022) | + 17,9% (Octobre 2022) |
| PIB par habitant | 3 760 USD (Décembre 2022) | 6 390 USD (Décembre 2022) |
| Taux de chômage | 15,2% (T4 2022) | 19,6% (2021) |
| Taux d'inflation | 10,4% (février 2023) 8,3 % (Sur l'année 2022) | 4,1 % (Décembre 2022) |
| Taux d'intérêt directeur | 8% (Janvier 2023) | 3,0% (Janvier 2023) |
| Balance commerciale | -25,4 Md TND (Sur l'année 2022) | 25 Md USD (2021) |
| Compte courant | -12,4 Md TND (2022) | 18,1 Md LYD (2022) |
| Dette publique | 89% du PIB (2022) | Indisponible |
| Flux d'IDE | 596 M TND (2022) (+20% / 2021) | -487 M LYD (déc. 2020) |
| Production de pétrole brut | 35 400 b/j (2022) | 1,159 M b/j (Décembre 2022) |
| Indice de perception de la corruption | 85 ^{ème} /180 (2022) | 171 ^{ème} /180 (2022) |

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international